



MAITRE D'OUVRAGE :

OPH VENDEE HABITAT

28 rue Benjamin Franklin - LES PETITES BAZINIÈRES
CS 60045
85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Tél. 02.51.09.85.85

MAITRE D'ŒUVRE :

SERIEYS ET BARBOTIN ARCHITECTES
7 Boulevard Louis Blanc
85000 LA ROCHE SUR YON

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Application du nouveau CCAGTravaux

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

OBJET DU MARCHE :

Construction de 5 logements, ZAC du Redoux à LA CHAIZE LE VICOMTE

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PARTIES CONTRACTANTES :

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1. Objet du Marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2. Tranches et lots
- 1.3. Dévolution des travaux
- 1.4. Prestations identiques
- 1.5. Travaux intéressant la défense
- 1.6. Contrôle des prix de revient
- 1.7. Ordre de service
- 1.8. Maîtrise d'Oeuvre
- 1.9. Contrôle technique
- 1.10. Coordination SPS
- 1.11. Dispositions relatives a la charte pour un chantier respectueux de l'environnement
- 1.12. Clause d'insertion professionnelle

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. Répartition des paiements
- 3.2. Tranches optionnelles
- 3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie
- 3.4. Variation dans les prix
- 3.5. Désignation et Paiement des sous-traitants
- 3.6. Disposition concernant la DICT
- 3.7. Diminution du montant des travaux

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

- 4.1. Délais d'exécution
- 4.2. Prolongation des délais d'exécution
- 4.3. Pénalités - Réfaction - Primes d'avance
- 4.4. Délai et pénalités pour action et remise de documents pendant la période de préparation et la réalisation de l'ouvrage
- 4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- 4.7. Absence aux rendez-vous de chantier et aux rendez-vous de coordination SPS

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT - SURETES

- 5.1. Retenue de garantie
 - 5.1.1. Retenue de garantie
- 5.2. Avance
- 5.3. Approvisionnements pour les marchés de faibles montants

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

6.2. Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'ouvrage

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

8.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

8.3. Mesures d'ordre social

8.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.5. Obligations au titre de la coordination sécurité et pouvoirs du coordonnateur SPS

8.6. Rendez-vous de chantier - Registre de chantier et rendez-vous de coordination SPS

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux et après travaux

9.2. Réception

9.3. Levée des réserves

9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

9.5. Documents fournis après exécution

9.6. Délai de garantie

9.7. Garanties particulières

9.8. Garantie de parfait achèvement

ARTICLE 10 - ASSURANCES

ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 12 – MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 13 – SITUATION SOCIALE ET FISCALE

ARTICLE 14 - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

ARTICLE 15 – RGPD CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

PARTIES CONTRACTANTES :

Le Maître d'ouvrage représenté par le Directeur Général de Vendée Habitat, désigné sous le terme de Maître d'ouvrage.

L'opérateur économique désigné indistinctement sous les vocables entrepreneur, entreprise, titulaire ou groupement d'opérateurs économiques.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du Marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

- 1.1.1.** Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'Opération ci-après :

Construction de 5 logements, ZAC du Redoux à LA CHAIZE LE VICOMTE

- 1.1.2.** La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.

1.1.3. Notification du marché :

Application des dispositions fixées à l'article 3.1. du C.C.A.G.T.

1.1.4. Sous-traitants :

Application des dispositions fixées à l'article 3.6. du C.C.A.G.T.

1.2. Tranches et lots

Les travaux visés à l'article 1.1. ci-avant font l'objet d'une tranche unique.

Ils sont décomposés en lots comme suit :

Numéro du lot	Nature
1	TERRASSEMENT, VRD
2	GROS ŒUVRE
3	ENDUITS EXTERIEURS
4	CHARPENTE BOIS
5	COUVERTURE ETANCHEITE
6	MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES
7	CLOISONNEMENT, PLAFOND, ISOLATION
8	CARRELAGES, FAIENCES
9	PEINTURE, NETTOYAGE
10	ELECTRICITE, TELEVISION
11	PLOMBERIE, CHAUFFAGE, PAC, VMC
12	ABORDS, ESPACES VERTS

Les travaux, ouvrages et prestations rattachées à chacun des lots ci-avant sont définis par le C.C.T.P. et, le cas échéant, par le C.C.T.G.

1.3. Dévolution des travaux

Chaque marché sera conclu soit avec un seul opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire ; la forme du groupement n'étant pas imposée par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire lors de l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles envers le Maître de l'ouvrage.

1.4. Prestations identiques

SANS OBJET.

1.5. Travaux intéressant la défense

SANS OBJET.

1.6. Contrôle des prix de revient

SANS OBJET.

1.7. Ordre de service

Application des dispositions fixées à l'article 3.8. du C.C.A.G.T.

1.8. Maîtrise d'Oeuvre

La Maîtrise d'Oeuvre est assurée par le groupement d'entreprises composé de **SERIEYS ET BARBOTIN ARCHITECTES**, CABINET BARRE, AREST, FIB SARL, qui est chargé d'une mission de base étendue aux études d'exécution totale et à l'O.P.C comprenant les éléments de mission suivants : ESQ, APS, APD, PRO, ACT, EXE TOTALE, DET, AOR, OPC.

1.9. Contrôle technique

1.9.1. Mission de contrôle technique applicable aux opérations de constructions neuves

Au sens de la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction, les travaux objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, et la mission confiée au contrôleur technique est une mission de type LP, PS, PH, TH, SH, HAND, BRD, HANDCO (Mission applicable aux opérations de constructions neuves) ayant notamment pour objet :

- | | |
|--|--------|
| - La solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables | LP |
| - La sécurité des personnes dans les constructions | PS |
| - L'isolation acoustique | PH |
| - L'isolation thermique et les économie d'énergie | TH |
| - La sécurité des personnes dans les habitations | SH |
| - Le respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des PMR | HAND |
| - Le transport des brancards dans les constructions | Brd |
| - L'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées | Handco |

Il sera assuré par le Bureau de Contrôle **SOCOTEC**.

1.10. Coordination SPS

L'opération est soumise au titre de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et en application du Décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 et suivants, à l'organisation d'une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

La mission de coordination SPS est confiée à **VERITAS**

Les travaux à réaliser relèvent de la 2^{ème} catégorie

NOTA BENE : L'inspection commune devra être réalisée 8 jours ouvrés avant le début des travaux de chaque lot, y compris pour le sous-traitant.

Les entreprises concernées devront prendre contact, par mail ou par courrier, auprès du coordonnateur SPS pour que celui-ci organise l'inspection commune.

A défaut, l'entreprise pourra se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions contenues dans le présent CCAP.

1.11. Dispositions relatives a la charte pour un chantier respectueux de l'environnement

Si le ou les entreprises ne respectent pas les règles contenues dans la charte pour un chantier respectueux de l'environnement, le maître d'ouvrage pourra appliquer, sur proposition de la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 50 Euros par manquement constaté.

1.12. Clause d'insertion professionnelle

Sans objet

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Par dérogation à l'article 4.1 du CCACT, les pièces constitutives du marché sont des pièces générales, des pièces particulières et des pièces annexes et accessoires. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

Pièces particulières :

1. L'Acte d'engagement définitif et ses éventuelles annexes à savoir :
 - Mise au point de l'offre
 - Présentation des sous-traitants
 - Questionnaire Valeur Technique
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes « schéma de processus CHORUS PRO » et plaquette CHORUS PRO
3. Le calendrier d'exécution qui sera mis au point au cours de la période de préparation visée à l'article 8.1.
4. Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.
5. Le rapport initial de contrôleur technique
6. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) détaillé de l'ensemble des travaux suivant les différents lots, complété par les avis techniques du C.S.T.B. et de l'avis des assurances pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus et, éventuellement, des notices techniques ainsi que l'agrément ministériel pour les composants.

Toutes dérogations aux avis techniques et aux documents visés ci-après, devront faire l'objet d'une énumération par corps d'état au C.C.T.P., complété par l'avis des assurances.

7. La série des plans établis par l'auteur du projet complétés par les plans de détails d'exécution définissant d'une façon complète les prestations à réaliser.
8. La charte pour un chantier respectueux de l'environnement.

Pièces générales :

9. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.T.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
10. Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement,
11. Les Cahiers des Charges et D.T.U. établis par le C.S.T.B. à défaut de C.C.T.G.
12. Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F. et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités et en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix définis et notamment :
 - les règles de calculs et documents conformes aux DTU
 - les documents techniques unifiés (D.T.U.)
 - les normes homologuées P (bâtiment), C (électricité), D (gaz)
 - les normes U.T.E. - U.S.E.
 - les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels
 - les Cahiers des Charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
 - plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques.

Pièce annexe et Accessoire :

13. Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la DPGF susvisée, ne sauraient en aucun cas conduire à une modification du prix global forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

- 2.2. Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être payé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire et à ses co-traitants. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants cette répartition résulte de l'acte spécial.

3.2. Tranches optionnelles

SANS OBJET.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1. Connaissance des bâtiments et des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable.

L'entrepreneur et chacun des sous-traitants ou co-traitants, sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir notamment, avant remise de son acte d'engagement :

- pris pleine connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,

- procédé à une visite détaillée des bâtiments compris annexes et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les sujétions afférentes à l'exécution des travaux (amiante, mitoyenneté, soutènement, reprise en sous œuvre,...) ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (retraitement des matériaux, ..),
- procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport), lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.
- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Oeuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics (service des eaux, électricité de France, La Poste, service de sécurité, etc...).
- pris en compte que la remise en état des voies publiques dégradées par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels est entièrement à sa charge par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G.T.

3.3.1.1. Les prix tiennent compte de toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 2 du présent C.C.A.P.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux supplémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires citées ci-avant, ou pour la mise en oeuvre de toutes les actions et de tous les moyens nérés pour respecter les dispositions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le prix porté dans l'acte d'engagement comprend les dépenses communes visées ci-après.

3.3.1.2. Dépenses communes :

L'entreprise titulaire du lot **Gros Oeuvre** assurera l'organisation et la gestion des dépenses communes dont la liste ci-dessous est donnée à titre indicatif.

L'entrepreneur gestionnaire du compte prorata procède au règlement des dépenses communes, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants des décomptes finaux des marchés des entreprises.

La commission prorata, désignée par les entreprises en démarrage du chantier assurera la gestion des litiges dans la gestion des dépenses communes. L'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Les dépenses communes sont réparties en trois chapitres, qui sont soit à la charge du lot désigné, soit à inclure dans le compte prorata interentreprises.

- A – dépenses d'investissement
- B – dépenses d'entretien
- C – dépenses de consommation

NOTA BENE : Dans le cas d'un lot unique la mise en place d'un compte prorata n'est pas obligatoire. Cependant, l'ensembles des chapitres mentionnés ci-dessus (A, B, C) sont réputés rémunérés par les prix du marché conclus avec l'entrepreneur adjudicateur du lot.

A - Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la notice pgc jointe du présent C.C.A.P. ainsi que celles précisées ci-après, sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec l'entrepreneur qui est chargé de l'exécution du lot indiqué.

A1 : par le lot Gros Œuvre – Terrassements ou le lot le plus important

1 – Plateformes – clôtures – signalisation

- le nettoyage des voies publiques après travaux et remises en état si nécessaire.
- exécution et aménagements des voies d'accès provisoires, voies de circulation dans l'emprise du terrain, aires de chantier, aire de stockage, surlargeur (2.50 ml) des plateformes pour la circulation des nacelles et échafaudages, selon les dispositions prévues dans la notice PGC-SPS
- réseaux extérieurs et branchements provisoires d'égout (y compris bacs désableurs provisoires)
- les frais de location de voirie pour occupation du domaine public y compris mise en place de protection réglementaire pour l'ensemble des travaux lui incombant
- les voies d'accès et de plateforme de chantier sont prévues au lot Gros œuvre
- le lot Gros Œuvre doit l'entretien, les aménagements permettant l'accès à partir de la voirie publique et à l'intérieur des bâtiments, ainsi que le nivellement et le compactage du terrain à la périphérie extérieure du bâtiment avant l'intervention des entreprises intervenant sur le clos couvert (lots charpente, bardage, menuiseries extérieures, ...) et décompactage du terrain en fin de chantier
- l'entreprise de Gros Œuvre doit la fermeture du chantier jusqu'à la fin de son intervention sur le site
- les clôtures définitives seront posées par le lot concerné. Les accès seront provisoirement fermés ou ouverts par des installations provisoires à la charge du lot Gros Œuvre.
- la mise en œuvre des clôtures et portails de chantier du chantier en fonction des phases de travaux
- L'implantation de tous les ouvrages à réaliser sur le terrain avec repérages et vérification par un géomètre-expert
- les frais de location de voirie pour occupation du domaine public y compris mise en place de protection réglementaire pour l'ensemble des travaux lui incombant.

2 – branchements de chantier

- fourniture et mise en œuvre du branchement électrique adapté aux besoins du chantier, y compris transformateur si nécessaire
- branchement eau compris regard destiné à l'ensemble des besoins du chantier
- l'alimentation en eau des locaux destinés aux personnels (sanitaires)
- branchement et amenée de ligne(s) téléphonique(s) dans bureau de chantier

3 – bureaux de chantier

- fourniture et mise en œuvre des bureaux de chantier selon les dispositions du plan général de coordination (P.G.C.) ou de la notice d'hygiène et sécurité. En cas de silence de ces documents :
 - 1 salle de réunion de 20 m² minimum + 1 salle de réunion Maître d'œuvre - échantillons
 - 1 sanitaire comprenant 1 WC – 1 lavabo + accessoires
 - 1 boîte aux lettres avec étiquetage
 - Les extincteurs nécessaires (à poudre et à eau pulvérisée),
- l'équipement des salles de réunions et des bureaux, outre l'éclairage et le chauffage comprendra :
 - des tables, chaises pour l'ensemble des entreprises, 1 téléphone, 1 télécopieur
 - 1 armoire pour rangement des dossiers
 - Les parois devront permettre l'affichage des principaux plans
- l'entrepreneur devra également :
 - La fourniture d'un dossier complet des pièces écrites du marché
 - La fourniture des plans principaux à afficher

- le renouvellement des dossiers et plans affichés dans la salle de réunion du chantier s'ils venaient à être modifiés ou abîmés.
- fourniture et mise en œuvre pour les besoins collectifs du chantier :
 - d'une trousse de premier secours,

4 – installations et hygiène de chantier

- sera conforme à la réglementation et aux prescriptions du PGC-SPS établis par le contrôleur SPS
 - fourniture et mise en œuvre de sanitaires pour les besoins collectifs de chantier pour les besoins de tous les corps d'état du chantier
- le titulaire du lot Gros Œuvre assurera :
 - le traitement et l'évacuation des eaux usées dans le réseau en attente le plus proche de l'ensemble des sanitaires collectifs
 - le branchement électrique et la protection de son propre matériel tel que les grues, ...
 - la signalisation du chantier pendant toute la durée de celui-ci,
 - la mise à disposition dans salle(s) de réunion(s) de 10 paires de bottes + 20 casques
 - la gestion de la mise en place et l'enlèvement des bennes à déchets pour les besoins du chantier (location des bennes au compte prorata).

5 – Panneaux de chantier

- fourniture et mise en œuvre du panneau réglementaire de chantier à l'entrée du terrain
- fourniture et mise en œuvre du panneau de chantier (surface de 10 m² environ minimum) avec nom, adresse, téléphone de tous les participants selon croquis et indications données par le Maître d'œuvre.

A2 : par le(s) lot(s) Couverture/Etanchéité

- nettoyage et balayage de toutes les toitures avant réception.
- mise en œuvre des filets de sécurité en périphérie des toitures.
- Mise hors d'eau provisoire et évacuation provisoire des eaux pluviales, reçue par le bâtiment, jusqu'aux réseaux extérieurs en attente.
- protection de l'étanchéité des terrasses éventuelle, compris enlèvement des protections en fin de chantier et remise en état selon nécessité

A3 : par le lot Menuiseries Extérieures

- fourniture et mise en œuvre d'un canon provisoire de chantier fonctionnant sur passe général pour toutes les portes donnant sur l'extérieur
- fourniture et pose d'une porte provisoire pour l'accès principal du chantier
- les portes à 2 vantaux dont le semi-fixe est prévu équipé d'une crémone seront équipées pendant le chantier de verrous hauts et bas à encastrier, ceci pour éviter la destruction des serrures pendant le chantier
- la protection et mise d'eau des baies extérieures

A4 : par le lot Plomberie

- sont dus par le titulaire du lot Plomberie depuis le regard général de compteur d'eau et selon prescriptions du plan général de sécurité :
 - l'alimentation en eau des locaux destinés au personnel (sanitaire et bureau de chantier),
 - l'alimentation de postes d'eau répartis sur l'ensemble du chantier (suivant PGC),
 - la maintenance de l'installation plomberie du chantier pendant toute la durée de celui-ci.

A5 : par le lot Electricité

- sont dus par le titulaire du lot Electricité depuis l'armoire générale mise en place par le lot Gros Œuvre (suivant PGC) :
 - l'alimentation des bureaux de chantier,

- l'alimentation des sanitaires collectifs,
- la distribution, protection et raccordement des armoires et coffrets nécessaires pour l'ensemble des besoins des corps d'état secondaire (1 coffret par bâtiment et/ou 1 coffret par niveau si > à R+1),
- le contrôle de ces alimentations par un organisme agréé,
- le balisage des circulations intérieures et extérieures,
- la maintenance de l'installation électrique de chantier pendant toute la durée de celui-ci.
- la neutralisation des circuits présents dans les zones de démolition éventuelles

A6 par le lot Déconstruction/démolition

- sont dus par le titulaire du lot déconstruction/démolition :
 - toutes mesures nécessaires de confinement des poussières, des projections de débris, gravats,... (liste non exhaustive)
 - toutes mesures de protection et de conservation des ouvrages mitoyens et des ouvrages conservés sur site.
 - mise en œuvre d'ouvrage de sécurité (filet de sécurité, protection de trémières verticale et horizontale), ...
 - amené et replis du matériel nécessaire à la déconstruction,
 - la fermeture du chantier par l'intermédiaire de grilles pleines de 2 mètres de hauteur minimum. Ces dernières seront conservées jusqu'à autorisation de replis par le maître d'œuvre dans une limite de 2 mois après les levées de réserves.

B - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien et de maintenance des installations indiquées ci-dessus au chapitre A sont réputées incluses dans les prix des lots concernés, étant précisé qu'en général, l'installation, la maintenance, le nettoyage et le repli des installations décrites incombent aux titulaires des lots auxquels elles sont affectées.

D'autre part, il est précisé que le titulaire du lot **Gros Oeuvre** :

- assure le maintien des dispositifs de protection des trémières horizontales et verticales
- assure l'entretien des clôtures et portails de chantier
- assure l'entretien des voies d'accès, aires de stationnement et voies publiques
- est responsable du nettoyage de chantier et du nettoyage de réception
- est responsable de la fermeture des portes et fenêtres
- est responsable du préchauffage et de la déshumidification s'ils s'avèrent nécessaires.

Les entreprises sont responsables jusqu'à la réception des dégâts occasionnés à leurs ouvrages et devront leur remise en état. (Frais de réparation et de remplacements des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés).

C - Dépenses communes de consommation

Dans le cadre de la gestion des dépenses communes, feront l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses liées à la viabilité technique du chantier :

- aux consommations d'eau
- aux consommations d'électricité
- aux consommations de téléphone et télécopieur

Dépenses de nettoyage :

Le titulaire du lot gros œuvre est responsable de l'organisation des opérations de nettoyage selon les aliénas suivants :

- la location de bennes à déchets jusqu'à la réception (tri des déchets en conformité avec la réglementation en vigueur).

- le nettoyage général des bâtiments et des extérieurs selon dispositions de la notice SPS et au minimum une fois par mois.
- chaque entreprise est tenue de nettoyer les locaux après chacune de ses interventions et au minimum une fois par semaine. L'évacuation et le chargement des gravois propres à chaque lot se faisant à charge de l'entrepreneur du lot, au lieu de stockage ou dans les bennes mises à disposition par le gestionnaire des dépenses communes.
- chaque entreprise doit procéder au nettoyage, à la réparation et la remise en état des installations et ouvrages qu'elles auront salis ou détérioré.
- chaque entreprise est tenue de procéder au nettoyage systématique des véhicules quittant le chantier y compris ceux de ses fournisseurs, des voiries aux alentours et des accès
- il est à noter qu'à chaque opération préalable à la réception, le titulaire du lot concerné doit le nettoyage de l'Ouvrage concerné et du local environnant.
- en cas de manquement aux prescriptions précédentes, les nettoyages de chantier seront obligatoirement exécutés par le gestionnaire des dépenses communes sous sa responsabilité mais aux frais du ou des entrepreneurs intéressés.
- de plus, pendant la durée du chantier, 1 fois par mois ou plus si nécessaire, le gestionnaire des dépenses communes organise le balayage total du chantier, le regroupement des déchets tant intérieurs qu'extérieurs, et leur évacuation aux décharges publiques.
- en cas de manquement aux prescriptions précédentes concernant le gestionnaire des dépenses communes, la Maîtrise d'Œuvre fera assurer par une entreprise spécialisée le nettoyage non réalisé par le gestionnaire, 8 jours après demande écrite formulée dans le compte-rendu de chantier, aux frais du gestionnaire.
- Le nettoyage de réception et des équipements sera assuré par une entreprise spécialisée.

Le nettoyage concerne :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures
- L'ensemble des occultations (extérieures ou intérieures)
- L'ensemble des vitrages, glaces et miroirs (faces intérieure et extérieure)
- Les faux plafonds y compris les retombées
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence, ...
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...
- Les appareils sanitaires ainsi que leur robinetterie
- Les appareils de chauffage
- L'appareillage électrique
- L'ensemble des voiries extérieures

Dépenses de Préchauffage et ventilation :

- la mise en route d'un préchauffage des bâtiments est prévue pour la période hivernale
- l'installation de ce préchauffage incombe au gestionnaire du compte prorata assisté des représentants des lots techniques
- il est, à ce titre, pénalisable, comme il le serait pour le retard l'un des quelconque de ses propres ouvrages, si l'absence de préchauffage engendre une gêne ou un retard dans l'évolution générale du chantier
- l'ensemble des frais relatifs au préchauffage (équipement, fonctionnement, maintenance et consommation) sera réglés au prorata de l'ensemble des lots
- préalablement à la mise en service du préchauffage, les mesures nécessaires seront prises pour assurer le clos, le couvert et le compartimentage du bâtiment (obturation provisoire par polyane ou bâche, portes provisoires, raccordements provisoires de divers fluides ou énergies) de façon à rendre le préchauffage opérationnel efficace et sûr
- des raccordements provisoires (eau, électricité, gaz, fuel) seront exécutés aux frais du compte prorata

- l'installation devra être assurée contre les risques et dommages d'exploitation dus au préchauffage

3.3.2. Prestations fournies par le Maître d'Ouvrage

SANS OBJET.

3.3.3. Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

Par les prix globaux forfaitaires par lot selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.3.3.1. Modifications apportées aux dispositions contractuelles

Application des dispositions de l'article 30 du C.C.A.G.T.

3.3.4. Règlement

En tant qu'Organisme Public de l'Habitat et conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014, **VENDEE HABITAT** est soumis à l'obligation d'utiliser depuis le 1^{er} janvier 2017, le portail **CHORUS PRO**, pour la réception de ses factures de travaux.

A cet effet, les factures de travaux des fournisseurs, à destination de VENDEE HABITAT doivent obligatoirement être transmises au format électronique via **le portail CHORUS PRO**. Les factures adressées à **VENDEE HABITAT** par la voie dématérialisée, doivent impérativement comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, lequel identifie **VENDEE HABITAT** en tant que destinataire de la facture : **27850001200184**,
- Le **N° d'engagement** qui vous sera communiqué par les services gestionnaires de Vendée HABITAT (Informations à saisir obligatoirement par l'entreprise pour toute présentation de situation de travaux avec le système informatique CHORUS PRO)

N° de SIRET : 278 50001200184

N° d'engagement : 2021 12345 (exemple)

- **VENDEE HABITAT n'a pas retenu la mention d'un code service exécutant.**

Pour toute information sur ces modalités de traitement des factures électroniques, vous pouvez contacter le service finances de Vendée Habitat – Marie Christine SOULARD Responsable du service finances au 02.51.09.85.15 ou par mail mariechristine.soulard@vendeehabitat.fr ou Anne PALLIER Responsable du pôle comptabilité fournisseurs au 02.51.09.85.43 ou par mail anne.pallier@vendeehabitat.fr.

a) Demande de paiement

L'entrepreneur doit à la fin de chaque mois, remettre au Maître d'Oeuvre, son projet de décompte mensuel.

Les différentes étapes du processus de CHORUS PRO pour les situations de travaux sont décrites en pièces annexes du présent CCAP (circuit factures travaux).

Les demandes de facturation émanant d'un sous-traitant et/ou d'un co-traitant **devront IMPERATIVEMENT être validé et transmises par le titulaire et/ou le mandataire.**

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux dont le contenu minimal est défini selon le modèle annexé au présent CCAP.

Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront déposées sur CHORUS PRO portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;

- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé et exprimé en pourcentage d'avancement;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

b) Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur CHORUS PRO.

Sur la facture devra figurer le numéro du marché et du lot.

En cas d'erreur dans les factures présentées, le titulaire établira un avoir correspondant au montant de l'erreur.

c) Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ainsi fixé fait courir de plein droit et sans autres formalités, les intérêts moratoires ainsi que l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros (articles R2192-31, R 2192-32 à R2192-35 du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

d) Modalité de règlement des comptes-Décompte final

Application des articles 12.3 et 12.4 du CCAGTravaux.

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAGTravaux, le maître d'œuvre met en demeure le titulaire de transmettre le projet de décompte final dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

Le contenu minimal du décompte final est défini selon le modèle annexé au présent CCAP.

En application de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, il est rappelé la disposition suivante « *Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général. A défaut, lorsque le décompte général sera devenu définitif, le maître d'ouvrage ne pourra réclamer au titulaire les sommes nécessaires à la levée des réserves ni appeler ce dernier à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure*

contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte ».

3.4. Variation dans les prix

Le marché de travaux sera traité à prix révisables.

3.4.1. Mois d'établissement des prix

Les prix portés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé mois "ZERO" fixé dans l'acte d'engagement

3.4.2. Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de la structure des différents corps d'état sont :

Numéro du lot	Nature	BT
1	TERRASSEMENT, VRD	BT02
2	GROS ŒUVRE	BT03
3	ENDUITS EXTERIEURS	BT52
4	CHARPENTE BOIS	BT16b
5	COUVERTURE ETANCHEITE	BT49
6	MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES	70% BT26 30% BT18a
7	CLOISONNEMENT, PLAFOND, ISOLATION	BT08
8	CARRELAGES, FAIENCES	BT09
9	PEINTURE, NETTOYAGE	BT46
10	ELECTRICITE, TELEVISION	BT47
11	PLOMBERIE, CHAUFFAGE, PAC, VMC	25% BT38 70% BT40 5% BT41
12	ABORDS, ESPACES VERTS	EV01

3.4.3. Modalités d'actualisation des prix

SANS OBJET

3.4.4. Révision des prix

Les prix de base seront révisés en hausse comme en baisse par application du coefficient « C » dans les conditions prévues ci-après.

La révision s'effectuera sans partie fixe.

Le coefficient de révision « C » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « m » est donné par la formule suivante :

$$« C » = \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence "I" du marché fixé à l'article 3.4.2 (index BT n° OU TP n°) respectivement au mois de référence des prix « m_0 » et au mois « m » correspondant à la situation de réviser.

3.4.5. Choix de la formule paramétrique de révision

SANS OBJET.

3.4.6. Mise à jour des frais de coordination

3.4.7. Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant LA révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.8. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant le taux de la T.V.A. en vigueur, lors de l'établissement des pièces de règlement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5. Désignation et Paiement des sous-traitants

Application des articles L2193-4 à L. 2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

3.5.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

En application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, si l'acceptation d'un ou de plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du maître d'ouvrage et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un co-traitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir :
 - o les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes,
 - o la date ou le mois d'établissement des prix,
 - o les modalités de mise à jour et de révision des prix,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- la personne habilitée à donner les renseignements
- le comptable assignataire des paiements et si, le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

L'acte spécial doit être signé du titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- la DC1, DC2 (ces documents sont disponibles sur le site internet de Vendée habitat – rubrique marché publics)
- L'attestation sur l'honneur
- Attestation de cotisations auprès d'une caisse de congés payés si assujetti
- les certificats fiscaux et sociaux
- une attestation d'assurance RC, et décennale
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- un RIB

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser l'agrément à des sous-traitant(s) dès lors que leurs références ou leurs capacités financières sont jugées insuffisantes, ou que ces derniers n'aient pas donné satisfaction lors d'un précédent chantier avec l'office.

3.5.2. Modalités de paiement direct

3.5.2.1. Sous traitant direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

3.5.2.2. Sous traitant indirect

Application des stipulations fixées à l'article 3.6.2.6. du C.C.A.G.T. en cas de délégation de paiement.

3.5.2.3. Dispositions particulières en cas de groupement d'opérateurs économiques

Application des dispositions fixées à l'article 12.5. du C.C.A.G.T.

3.6. Disposition concernant la DICT

Le présent article déroge à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux.

Les entreprises concernées par l'obligation de réaliser une D.I.C.T (déclaration d'intention de commencement de travaux) pour la présente opération devront établir, déposer et obtenir un récépissé de la déclaration.

Cette obligation de réglementation liée à la DICT est applicable aux entreprises titulaires, à chaque membre du groupement et à chaque sous traitant.

Le prix global et forfaitaire du présent marché inclus l'ensemble des prestations liées à la réalisation de la DICT conformément à la réglementation (Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 et Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

Le récépissé de déclaration devra être présenté à chaque demande du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS, à défaut une pénalité d'un montant forfaitaire de 500 €uros pourra être appliquée.

Le formulaire et sa notice explicative de déclaration de DT-DICT sont à télécharger :

- Soit sur le site de Vendée Habitat : vendeehabitat.fr, rubrique « marchés publics » sous rubrique « les pièces administratives à télécharger »
- Soit sur le site « DT-DICT - Service-public.fr »

En outre, le marquage et le piquetage sont à réaliser et à maintenir pendant toute la durée de l'opération et ce, conformément au(x) plan(s) des exploitants et ce, aux frais du titulaire.

REPERAGE ET MARQUAGE AU SOL DES RESEAUX EXISTANTS

L'entreprise devra effectuer avant son intervention le repérage et le marquage au sol des différents réseaux existants (eau, gaz, électricité, éclairage public, téléphonie, fibre, etc.). L'entreprise devra faire ses demandes de DICT. Les plans transmis par les concessionnaires devront être pris en compte pour les différents repérages de réseaux.

Le marquage devra être étendu à 1.00ml de part et d'autre du tracé théorique de la canalisation. Il appartient à l'entreprise en charge du marquage de maintenir celui-ci en parfait état de visibilité pendant toute la durée du chantier.

A cette fin, cette prestation devra être chiffrée dans la D.P.G.F du marché de travaux.

3.7. Diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux, si la diminution du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à 30 % du montant à prix forfaitaires contractuel, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite fixée à 30 %.

Ne sera pas pris en compte pour le calcul de l'indemnisation la simple baisse du chiffre d'affaires.

Dans le cadre de la réclamation d'indemnisation, le titulaire devra présenter une demande écrite, motivée et chiffrée auprès du maître d'ouvrage dans le délai de 30 jours calendaires suivant la date de réception des travaux.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de 12 mois, y compris période de préparation de 30 jours et congés payés.

Le délai d'exécution de chaque lot est stipulé à l'acte d'engagement.

Un ordre de service sera délivré pour préciser la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Il est prévu la délivrance éventuelle d'ordres de service d'arrêt et de reprise des travaux.

Le délai englobe le pliage du matériel et le nettoyage des lieux.

Les dates d'intervention de chaque entreprise sont indiquées au calendrier d'exécution mis au point pendant la période de préparation visée à l'article 8.1. ci-après, ainsi que, s'il y a lieu les délais partiels impartis. Le délai de six mois prévu à l'article 50.2.1. du C.C.A.G.T. pour la délivrance de l'ordre de service s'entend de l'ordre de service général (ODS période de préparation) prescrivant le commencement des travaux.

Chaque entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnes, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Oeuvre, aucun ouvrier, ni aucune partie de matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Oeuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

4.2.1. A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Oeuvre et au Maître de l'Ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires, permettant au Maître d'Oeuvre et au Maître de l'Ouvrage, de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître de l'Ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un avenant fixant le nouveau délai contractuel sera établi.

4.2.2. En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAGT, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché (pour chaque lot), est fixé à 8 jours.

4.2.3. Par dérogation à l'article 17.3 du C.C.A.G.T. les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le Maître de l'Ouvrage.

4.3. Pénalités - Réfaction - Primes d'avance

Les différentes pénalités définies au présent article peuvent se cumuler.

Les pénalités exprimées en pourcentage ou en millième du montant du marché s'entendent du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.
Les articles ci-après dérogent aux articles 19.2.1 ; 19.2.2 ; 19.2.3 ; 19.2.4 du CCAGT.

4.3.1. Pénalités pour retard dans l'exécution

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du C.C.A.G.T., tout retard dans l'exécution des travaux donnera lieu sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 1/1000ème du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard. Dans tous les cas la pénalité journalière ne pourra être inférieure à 30 €uros (TRENTÉ EUROS).

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.T., la pénalité susmentionnée sera appliquée sans mise en demeure préalable sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.T., le montant total des pénalités appliquées au titulaire pour retard dans l'exécution des travaux sera plafonné à 25 % du montant HT du marché.

Par contre, par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.T., le titulaire ne pourra bénéficier d'aucune exonération de pénalités.

Pénalité provisoire pour retard dans l'exécution

En complément de l'article 19 du C.C.A.G.T., le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence ou de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution des délais correspondants aux phases de travaux qui y sont figurées, donne le droit au Maître de l'Ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte.

La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant égale à celle prescrite pour le commencement des travaux. Pour chaque phase de travaux en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase.

Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité mentionné dans l'article 4.3.1 ci-avant.

Lorsque à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard de l'entrepreneur.

Pénalités pour retard dans l'exécution du schéma d'organisation et de gestion des déchets

Tout retard dans la communication du schéma d'organisation et de gestion des déchets dans le délai de la période de préparation, donnera lieu sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 200 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.T., la pénalité susmentionnée sera appliquée sans mise en demeure préalable sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre.

4.3.2. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Si dans le délai fixé à l'article 9.3 ci-après, l'entrepreneur ne remédie pas aux imperfections et malfaçons constatées lors de la réception, il sera passible d'une pénalité fixée forfaitairement à 200 € (DEUX CENTS Euros) par jour calendaire de retard si les réserves affectent le fonctionnement ou "le clos et couvert". Pour les autres réserves, la pénalité sera ramenée à 50 € (CINQUANTE Euros) par jour.

4.3.3. Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la G.P.A.

Si, pendant la période de garantie de parfait achèvement (G.P.A.), l'entrepreneur ne remédie pas dans le délai qui lui est fixé par ordre de service émanant du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage aux imperfections ou malfaçons constatées, il sera passible d'une pénalité fixée forfaitairement à 100 € (CENT Euros) par jour calendaire de retard.

4.3.4. Pénalités pour absence de visite en fin de période de garantie

SANS OBJET.

4.3.5. Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité

Si le ou les entrepreneurs ne respectent pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le maître d'ouvrage pourra appliquer, sur proposition du coordonnateur de sécurité, une pénalité de 1.000 € (MILLE Euros) par infraction constatée par le coordonnateur et consignée au registre journal SPS.

4.3.6. Réfaction

SANS OBJET.

4.3.7 – Pénalités pour non-respect des engagements

En cas de non-respect des engagements pris dans le cadre du questionnaire « valeur technique », le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité fixée à 0,50% du montant du marché à chaque manquement susceptible de générer des difficultés quant à la réalisation des travaux.

4.3.8. Primes d'avance

Il ne sera alloué aucune prime d'avance pour les cas d'achèvement de prestations avant l'expiration du délai imparti. Le représentant du maître d'ouvrage peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

4.3.9. Autres primes

SANS OBJET.

4.3.10. Pénalités pour retard dans les interventions dues au titre de la reprise de prestation suite au test d'étanchéité

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du C.C.A.G.T., tout retard dans l'exécution de la reprise de prestation suite au test d'étanchéité, en application de l'article 8.7.2 du présent C.C.A.P, peut donner lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 100 Euros par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.T, la pénalité susmentionnée sera appliquée sans mise en demeure préalable sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.T., le montant total des pénalités appliquées au titulaire pour retard dans l'exécution des travaux sera plafonné à 20 % du montant HT du marché.

4.4. Délai et pénalités pour action et remise de documents pendant la période de préparation et la réalisation de l'ouvrage

4.4.1. Délais ou échéance

4.4.1.1. Documents relatifs à la sécurité et la santé des travailleurs :

ACTION ET DOCUMENTS A PRODUIRE	DELAIS – ECHEANCES
Plan des installations de chantier, zone de stockage, signalisation circulation	15 jours avant la fin de la période de préparation
Plan d'installation des échafaudages et phases de rotation	10 jours avant 1 ^{ère} installation

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (P.P.S.P.S)	Entreprises titulaires : 10 jours avant la 1 ^{ère} installation des échafaudages
Prescriptions ou actions portées au registre journal	Action immédiate

Ces documents sont à remettre simultanément au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS à charge pour l'entrepreneur d'apporter la preuve de cette remise.

Les PPSPS produits par l'entrepreneur seront remis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, qui en demandera autant d'exemplaire qu'il lui est nécessaire en fonction des interfaces à prévoir entre les différents corps d'état.

4.4.1.2. Echantillons :

Les échantillons doivent être présentés au Maître d'œuvre pendant la période de préparation du chantier.

Les dérogations éventuelles à cette règle devront faire l'objet d'accord écrit du Maître d'œuvre qui fixera de nouvelles dates.

Les échantillons de matériaux et d'appareillages ou les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P sont fournis dans un local réservé. Ils sont soigneusement fixés et plombés pour éviter toute substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du Maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

4.4.1.3. Logement témoin :

S'il y a lieu, un logement témoin devra être réalisé.

Le maître d'œuvre désignera un logement témoin dès le début du programme.

Le choix de ce dernier s'effectuera en fonction de l'organisation du chantier, de la facilité d'accès aux tiers et en concertation avec Vendée Habitat.

Le délai de présentation du logement sera obligatoirement précisé dans le calendrier d'exécution. Lors des visites, le logement devra être sécurisé et accessible. L'état de finition sera de 90 % (revêtements de sols et murs achevés).

4.4.2. Pénalités

4.4.2.1. Pénalités pour retard dans la production des documents relatifs à la sécurité :

En cas de non-respect des délais et échéances définies ci-avant, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité de 200 € (DEUX CENTS Euros) par jour calendaire de retard et ce, sur demande du coordonnateur SPS auprès du Maître d'Ouvrage.

A défaut de prise de contact conformément à l'article 1.10 du présent CCAP, l'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité fixée forfaitairement à 800 €uros et ce, sans mise en demeure préalable.

4.4.2.2. Pénalités pour retard de présentation d'échantillons – logement témoin :

SANS OBJET.

4.4.2.3. Pénalités pour retard de transmission de documents techniques :

Le dépassement des délais fixés par le calendrier d'exécution pour la transmission des plans d'exécution, fiches techniques et notes de calculs entraîne, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application d'une pénalité fixée forfaitairement à 30 € (TRENTÉ Euros) par document et par jour calendaire de retard.

4.4.2.4. Pénalités pour retard de présentation d'un sous-traitant :

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas transmis au Maître de l'Ouvrage après mise en demeure de le faire, les avenants, actes spéciaux ou tout document permettant au Maître d'Ouvrage de procéder à l'agrément du ou des sous-traitants, il encourt une pénalité forfaitaire fixée à 80 € (QUATRE VINGT Euros) par jour calendaire de retard. Le défaut de communication de ces pièces

dans un délai supérieur à 1 mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues au CCAG.

4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'exécution des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître de l'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

4.6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

L'entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvre 30 jours avant la date prévisionnelle de réception des travaux en 3 exemplaires, les documents listés ci-dessous.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G. et pour la constitution du D.I.U.O. (dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage), une retenue égale à 5 % du montant du lot considéré, est opérée dans les conditions stipulées au C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur. Cette retenue se cumule avec la retenue de garantie, mais ne peut en aucun cas être couverte par cette dernière. Cette somme pourra également être retenue en cas d'inexactitude des plans constatée par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établi ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur, en application de l'article 40 du C.C.A.G. sont les suivants :

- **GROS ŒUVRE**
 - Principe d'assainissement
 - Plan de réseaux
 - Plan de fondations en conformité avec l'étude de béton
 - Référence technique des produits utilisés
- **CHARPENTE**
 - Calcul de charpente
 - Document technique concernant ouvertures et fermetures
- **ISOLATION PLACO**
 - Fiche technique des produits utilisés
- **CARRELAGE**
 - Fiche technique des produits utilisés
- **REVETEMENTS DE SOLS**
 - Fiche technique des produits utilisés
- **PEINTURE**
 - Fiche technique des produits utilisés
- **ELECTRICITE**
 - Fiche technique des produits utilisés
 - Plan de câblage
 - Consuel
 - Schéma du tableau
 - Certificat de garantie
- **PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE**
 - Fiche technique des équipements mis en place
 - Notice entretien
 - Certificats de garantie
 - Plans d'installation
 - Certificats Qualigaz
- **ESPACES VERTS**

- Aménagement d'abords
- Fiche technique sur les produits minéraux
- Liste des fournitures
- Plan d'aménagement après exécution
- Fiche d'entretien des végétaux
- **V.R.D.**
 - Le cas échéant, fourniture du rapport d'inspection télévisé et de test d'étanchéité.
- **Déconstruction/démolition**
 - Plans de récolements faisant apparaître la suppression des réseaux ainsi que les ouvrages de reprises en sous œuvre,...
 - Bordereau de déchets, SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets)
 - Plans de retrait amiante

Dans le mois qui suit la réception des travaux, il fournira au Maître d'Oeuvre par voie dématérialisée :

- plans et autres documents conformes à l'exécution.
- dessins correspondant à la série de plans contractuels et aux plans de détails établis en cours d'exécution pour l'ensemble des lots.

La remise des documents ou notices sera faite au maître d'œuvre par bordereau d'envoi dont copie sera adressée au Maître d'Ouvrage. En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40 du C.C.A.G.T., une retenue égale à 200 € (DEUX CENTS Euros) est opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.T. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.7. Absence aux rendez-vous de chantier et aux rendez-vous de coordination SPS

Si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou de coordination hebdomadaire de chantier ou ne se rend pas à une convocation qui lui est adressée par le Maître d'Oeuvre, il est passible d'une pénalité de 250 € (DEUX CENT CINQUANTE Euros) sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées par cas de force majeure. Cette pénalité est portée à 150 € (CENT CINQUANTE Euros) en cas d'absence au rendez-vous de coordination de sécurité organisé par le coordonnateur SPS sur convocations.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT - SURETES

5.1. Retenue de garantie

5.1.1. Retenue de garantie

En application des articles R 2191-32 à R. 2191-42 du code de la commande publique, et sauf refus du titulaire sur chaque acompte, il sera appliqué sur les sommes dues à valeur marché, une retenue de 5 % destinée à garantir le Maître d'Ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier pourrait être créancier au titre des réserves formulées à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie, dans le cadre du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le maître de l'ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement selon le cas que le marché n'a pas été correctement exécuté.

Dans le cas de notification de réserves non levées pendant le délai de garantie, la retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après la date de la levée des réserves et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont également libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de levée des réserves par une main levée délivrée par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur doit obligatoirement produire une garantie à 1ère demande couvrant la totalité des travaux objet du marché, et éventuellement modifié par avenant.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la garantie est fournie par le mandataire pour les groupements solidaires. Pour un groupement conjoint chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées.

Pour les sites amiantés et pour le plomb

Le remboursement de la retenue de garantie ou la levée des engagements pris par les établissements ayant accordé leur garantie à première demande est conditionnée à la production du bordereau de suivi des déchets.

5.2. Avance

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, une avance sera accordée au titulaire si les prestations confiées au titre du marché sont supérieures à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 10% du montant initial TTC du marché en prix de base ou du montant des prestations directement exécutées si le délai d'exécution des travaux est égal ou inférieur à douze mois.

Si le délai d'exécution des travaux est supérieur à douze mois, son montant en prix de base sera égal au produit par 12/N de 10% du montant initial TTC du marché, en prix de base, N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le titulaire du marché ne pourra recevoir l'avance visée ci-avant qu'après avoir constitué une garantie à première demande à concurrence de 100 % s'engageant à rembourser s'il y a lieu l'intégralité du montant de l'avance consentie.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte le commencement d'exécution du marché. Toutefois, si la garantie à première demande n'est produite qu'après notification de cet acte, le délai de paiement de l'avance sera compté à partir de la date de remise du document justifiant de la constitution de la garantie.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commencera lorsque le montant des prestations qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante cinq pour cent (65%) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint le taux de quatre vingt pour cent (80%) du montant T.T.C du marché.

Lorsqu'une partie du marché public est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché public diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

L'avance sera accordée conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché public ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12.

5.3. Approvisionnements pour les marchés de faibles montants

SANS OBJET.

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas où l'opération concernée par le présent contrat est un immeuble destiné à l'accession, soit par une vente après réception, soit dans le cadre d'opération dite de « location accession », les entrepreneurs titulaires de l'exécution des prestations suivantes ont l'obligation de prévoir un produit dans une gamme ayant un choix d'un minimum de 5 teintes:

- Carrelages – faïences
- Sols collés
- Parquets flottant

Le choix de ladite teinte dans une gamme unique fixée à la signature du contrat sera fait directement par le futur accédant.

L'entreprise devra donc être susceptible de recevoir l'accédant afin de lui présenter les différentes teintes existantes de la gamme. Il ne pourra en aucune manière être choisi une autre gamme que celle prévue au marché, quand bien même l'accédant s'engagerait à prendre à sa charge la différence.

Une fois le choix effectué, l'entrepreneur devra le faire valider par écrit par l'accédant et ensuite transmettre sans délai au maître d'œuvre, avec copie au maître d'ouvrage :

- le nom de l'accédant
- le choix de la teinte

6.2. Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt

SANS OBJET.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.T. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des produits matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un bureau de contrôle agréé par le Maître d'ouvrage.

6.3.2. Le C.C.T.P. précisera quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3. Le Maître d'Oeuvre ou le Maître d'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

La prise en charge de ces essais, par dérogation aux articles 24.6. et 38 du C.C.A.G.T. incombe à :

- au titulaire si les résultats démontrent que les matériaux ou leur mise en oeuvre n'est pas conforme aux prescriptions du C.C.T.P.
- à celui qui les a ordonnés en cas contraire.
- au titulaire pour tous les essais et vérifications demandés par le Coordonnateur SPS si l'entrepreneur ne peut produire les documents prouvant la non-dangérousité des matériaux ou produits concernés.

6.3.4. En complément du C.C.A.G.T., il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du C.S.T.B.

Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur devra justifier de cet accord.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'ouvrage

SANS OBJET.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.2 du C.C.A.G.T., le piquetage général est effectué par l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE ou VRD, le cas échéant, à ses frais, avant le commencement des travaux et, contrairement avec le maître d'oeuvre, dans les conditions précisées au C.C.T.P. pour les ouvrages suivants :

- les bâtiments,
- les réseaux eaux usées, eaux pluviales, prévus dans le marché.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le titulaire se reportera à l'article 3.6 ci-avant du CCAP dénommé « Disposition concernant la DICT » en dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1. du C.C.A.G.T., il est précisé qu'il y aura une période de préparation de 30 jours calendaires qui n'est pas incluse dans le délai d'exécution des travaux fixé à l'acte d'engagement. Cette période de préparation commencera à courir à la date de l'ordre de service prescrivant son commencement. La durée de cette période peut être prolongée par ordre de service sauf si le retard est imputable au titulaire. L'ordre de service prolonge la durée d'exécution de chaque marché de la même durée sans qu'il soit besoin d'un avenant.

La période de préparation sera bien distincte (pas d'activité sur le site à l'exception des installations de bureaux de chantier éventuellement).

8.1.1. Il sera procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après (Les documents énoncés ci-dessous sont établis par l'entrepreneur) :

- prévoir le raccordement des fluides, la pose de la clôture de chantier, la pose de la signalisation de chantier,
- obtenir la permission de voirie,
- intervention des concessionnaires pour la protection du domaine sensible à proximité du chantier,

- états, constats, référé,
- établissement et présentation au visa du Maître d'Oeuvre du programme d'exécution des travaux (calendrier d'exécution mentionné à l'article 2 du présent CCAP), accompagné du projet des installations de chantier,
- établissement si nécessaire du plan de sécurité et d'hygiène prévu par l'article 28.3 du C.C.A.G.T.
- schéma d'organisation et de gestion des déchets.

8.1.2. Les documents établis par l'entrepreneur au cours de la période de préparation des travaux seront soumis au visa du Maître d'Oeuvre dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Suivant l'importance de l'opération, sur le projet des installations de chantier devront notamment figurer :

- a) l'emplacement des bureaux de chantier,
- b) l'emplacement des centrales à béton avec leur stockage d'agréats, les ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage en cas de nécessité,
- c) l'emplacement des voies de grues avec indication des périodes de travail et des périodes de transfert si nécessaire,
- d) l'emplacement des monte-matériaux s'il y a lieu,
- e) les baraquements de stockage de matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre, ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu,
- f) les postes de transformation de chantier, les surpresseurs s'il y a lieu et les réservoirs d'eau,
- g) les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité,
- h) les bureaux de gardiennage,
- i) les installations obligatoires, destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches),
- j) la voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que les accès avec indication éventuelle des sens obligatoires,
- k) l'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier, des clôtures et des accès aux bureaux,
- l) l'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie,
- m) l'emplacement des parkings provisoires,
- n) les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales en attente de réemploi pour remblai, ainsi que les zones d'accès interdites,
- o) tous détails non énumérés ci-dessus mais que l'entrepreneur jugerait bon d'ajouter pour la facilité de son installation.

8.1.3. Bureau de chantier

Pour l'application de l'article 9.1.2. du C.C.A.G.T., il est précisé que le local mis à la disposition du Maître d'Oeuvre et du coordonnateur SPS aura une surface suffisante. Ce local est meublé par l'entrepreneur titulaire du lot Gros Oeuvre. Le dit local est muni d'un téléphone et d'un télécopieur relié directement au central téléphonique, les taxes d'abonnement et les taxes de conversation, les frais d'éclairage, de chauffage, d'entretien, et de nettoyage dudit local seront supportés par l'ensemble des entreprises dans les conditions définies à l'article 3.3.1.2 ci-avant rubrique dépenses diverses et ce jusqu'au complet achèvement des travaux.

8.1.4. Panneau de chantier

Dès l'ouverture de chantier, l'entrepreneur titulaire du lot Gros Oeuvre fournit et fait poser un panneau de chantier répondant aux caractéristiques fixées en annexe par Vendée Habitat

8.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par:

- 1/ Le maître d'oeuvre qui les remet gratuitement aux entreprises chargées des travaux de chauffage électrique, électricité courant faible, plomberie, VMC, les plans structures.
- 2/ L'entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution, pour tous les autres lots, les soumet, avec les notes de calculs correspondants, au visa du maître d'oeuvre qui les lui retourne, avec ses observations éventuelles, au plus tard 15 jours après leur réception.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'oeuvre sur les documents visés ci-dessus.

8.3. Mesures d'ordre social

Application de la réglementation en vigueur.

8.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Application des dispositions prévues au C.C.A.G.T.

8.4.1. Utilisation des voiries et réseaux existants :

Les voies et réseaux divers existants sur le terrain sont mis à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier indique parmi ces voies et réseaux ceux qui doivent être supprimés. Les ouvrages qui doivent être maintenus seront restitués par l'entrepreneur dans l'état où ils étaient lorsqu'ils ont été mis à sa disposition ; ceux qui sont appelés à être ultérieurement supprimés seront entretenus pour les besoins du chantier mais leur remise en état initiale ne sera pas exigée à la fin des travaux.

L'entretien et la réparation devront être effectués par des entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et la remise en état des voiries et réseaux divers fournis par le Maître de l'ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du Maître d'Oeuvre et du coordonnateur SPS.

8.4.2. Contrôle d'accès au chantier :

Le chantier devra être clos en permanence.

Le personnel de chacun des intervenants devra porter sur leurs effets la dénomination de l'entreprise qui l'emploi ou à défaut un badge distinctif.

Ce dispositif pourra être adapté en fonction des effectifs à gérer et des problèmes particuliers d'accès.

L'entrepreneur devra également prévoir des badges destinés aux visiteurs.

8.4.3. Mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène :

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur qui peut être consultée à la Direction générale de la main d'œuvre.

Il est rappelé à l'entreprise que celle-ci doit se conformer et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité prévues par la Loi.

Elle devra faire connaître aux services compétents de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale les mesures qu'elle envisage de prendre sur le chantier.

8.4.4. La prévention des risques liés à l'exécution du travail :

L'analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution ainsi que des modes opératoires retenus :

- énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération.
- définition des risques prévisibles liés aux modes opératoires (avec matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre) à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier : indication des mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques, ainsi que des conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.

Les premiers soins, premiers secours :

- indication détaillée des consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades, et nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.
- énumération du matériel médical existant sur le chantier.
- indication des mesures prises pour assurer, dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Les installations d'hygiène :

Indication détaillée des mesures prises pour assurer l'hygiène du travail et la prévention des maladies professionnelles et mention des locaux destinés au personnel, en application des dispositions des locaux destinés au personnel, en application des dispositions réglementaires en indiquant, pour chacune des installations prévues, leur emplacement dans le chantier et la date de mise en service prévisible.

De plus, chaque entreprise devra dans les délais fixés à l'article 4.4 ci-avant établir les PPSPS conformément aux dispositions en vigueur et les remettre :

- au Coordonnateur de sécurité,
- au Maître d'Oeuvre,
- à la Médecine du Travail,
- à l'Inspection du Travail,
- au service de la prévention de la Sécurité Sociale,
- au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.B.

Un exemplaire de chaque plan sera tenu à jour sur le chantier par les entreprises intéressées.

8.5. Obligations au titre de la coordination sécurité et pouvoirs du coordonnateur SPS

8.5.1. Obligations de l'entrepreneur :

Il est fait référence dans cet article aux dispositions du Code du travail.

L'entrepreneur devra assurer :

- La relation avec le coordonnateur SPS et notamment par la désignation d'un interlocuteur responsable et apte à prendre toutes décisions ou exécuter toutes actions et mettre en oeuvre tous moyens en matière de sécurité . Le coordonnateur SPS devra être informé 8 jours avant de toute nouvelle désignation ou tout remplacement de cet interlocuteur
- La rédaction du PPSPS (plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) dans le cas prévu à l'art. L 4532-9
- La relation avec les sous-traitants éventuels
- Le fonctionnement du CISSCT (Collège interentreprises de sécurité de santé et des Conditions de Travail) par la participation de l'entreprise et des sous traitants éventuels , si le chantier est soumis à cette obligation. Dans ce cas, le secrétariat sera assuré par l'entrepreneur.

Pour ce faire, l'entrepreneur :

- respectera les obligations de sécurité suivant l'art. L 4532-2

- fera respecter les obligations de sécurité pour les sous-traitants (art. R 4532-60)
- facilitera l'intervention du coordonnateur (art. L 4532-5, L 4532-6 et L 4532-18)
- participera au CISSCT pour les chantiers en relevant (art. L 4532-10)
- rédigera le PPSPS pour les chantiers en faisant l'objet (art. R 4532-57 à R 4532-76)
- prendra connaissance régulièrement du Registre Journal SPS et le visera
- appliquera les obligations prévues à l'art. R 4532-70 dans le cas de risques particuliers.

8.5.2. Pouvoirs du Coordonnateur sécurité :

Si le coordonnateur SPS constate une situation de danger vis à vis des personnes présentes sur le chantier ou aux abords du chantier, il aura autorité pour solliciter l'arrêt du chantier ou du ou des poste(s) de travail concerné(s). Il devra alors informer le personnel de chantier, l'inscrire dans le registre journal et le confirmer immédiatement par fax à la Direction du ou des entreprises concernées ainsi qu'au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Le ou les entrepreneur(s) concerné(s) devront immédiatement prendre consigne auprès du maître d'ouvrage pour poursuivre ou non l'exécution des travaux. Aucune reprise d'activité ne pourra être opérée sans avoir obtenu l'avis express du maître d'ouvrage et du Maître d'Oeuvre. En dehors des cas d'urgence, le coordonnateur SPS aura tout pouvoir du maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues au marché en matière de sécurité et de protection des travailleurs.

8.6. Rendez-vous de chantier - Registre de chantier et rendez-vous de coordination SPS

Les dispositions prévues à l'article 28.5. du C.C.A.G.T. sont complétées comme suit :

Outre l'enregistrement des documents émis ou reçus par le Maître d'œuvre sur le registre de chantier tenu par ce dernier, sont enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le Maître d'Oeuvre inscrit toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le dit cahier et d'y apposer leur signature.

Les instructions portées par le Maître d'Oeuvre sur le registre de chantier valent ordres pour l'entrepreneur, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier, dès lors où celles-ci se font dans les conditions visées à l'article 1.7. ci-avant.

La fourniture, la tenue, la mise à disposition et la bonne conservation du registre de chantier incombent à l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre.

En ce qui concerne le registre journal SPS, les entrepreneurs s'engagent à le consulter quotidiennement et à prendre toutes les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour remédier immédiatement aux observations portées par le coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS convoquera en cas de nécessité l'entrepreneur et éventuellement ses sous-traitants à des rendez-vous spécifiques pour assurer la sécurité sur le chantier.

L'entrepreneur est tenu d'assister **impérativement** aux réunions provoquées par le coordonnateur SPS.

8.7. Conformité au test d'étanchéité - Délai d'exécution pour reprise de prestation suite au test d'étanchéité

8.7.1. Conformité au test d'étanchéité

En cas de non-conformité au test final d'étanchéité, le ou les titulaire(s) du ou des lot(s) concerné(s) par cette non-conformité, prendront en charge proportionnellement les frais de réalisation du test supplémentaire de contrôle de conformité.

Le coût du test supplémentaire sera supporté en proportion du nombre de lot concerné et ce, quel que soit le nombre et/ou l'importance des malfaçons (ex : 2 lots incriminés le coût du test supplémentaire sera divisé par deux et supporté par les titulaires des 2 lots).

Ce coût viendra en déduction, soit de la situation mensuelle à venir, soit pris en compte dans le décompte définitif.

8.7.2. Délai d'exécution pour reprise de prestation suite au test d'étanchéité

Si à la suite du test final d'étanchéité, des prestations doivent être reprises, les prestations males exécutées constatés par le test, seront signalées par ordre de service du maître d'œuvre à l'entreprise concernée qui devra obligatoirement intervenir dans le délai de 48 h00 à compter de la date de réception dudit ordre de service.

A défaut, l'entreprise est susceptible de se voir appliquer des pénalités en application de l'article 4.3.10 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux et après travaux

9.1.1. Toutes les entreprises concernées par les travaux suivants :

- thermique
- acoustique
- ventilation
- électricité
- conduits de fumée
- garde-corps
- plomberie
- chauffage

devront remplir obligatoirement les documents COPREC et les adresser au Bureau de Contrôle avant la réception des travaux.

9.1.2. Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.P. ou le C.C.T.G. seront assurés par le Bureau de Contrôle agréé par le Maître d'Ouvrage.

9.1.3. Mesures et contrôles des performances après travaux :

Certaines performances ne peuvent être mesurées qu'après réalisation complète des ouvrages, voire mise en service et utilisation de ceux-ci. Les mesures et contrôles seront donc dans ce cas réalisés après la date de réception des ouvrages, et pourront, le cas échéant provoquer des réserves à la réception, même si celles-ci ne figurent pas au PV de réception.

Conformément aux dispositions fixées à l'article 41.4. du CCAGT, ces mesures et contrôles doivent intervenir au plus tard dans le délai de parfait achèvement.

Ces mesures et contrôles concernent les performances, relatives à :

- * L'acoustique intérieure
- * L'acoustique extérieure
- * L'installation de chauffage de ventilation et d'électricité.
- * Le thermique du bâtiment

9.2. Réception

9.2.1. La réception des ouvrages qui s'effectuera dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAGT aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation du programme considéré.

9.2.2. Dispositions particulières pour certains corps d'état :

SANS OBJET.

9.2.3. Au plus tard 15 jours calendaires avant les opérations préalables à la réception, l'entrepreneur concerné doit présenter les certificats « consuels » et ou « qualigaz » et la promesse de mise en service de E.D.F./G.D.F. s'il y a lieu.

9.3. Levée des réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'Entrepreneur devra remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes, dans le délai prescrit au procès-verbal de réception.

Par dérogation à l'article 41.6. du C.C.A.G.T., à défaut d'exécution de ces travaux dans le délai prévu au procès-verbal de réception, le Maître d'Ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable.

9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage peut entendre faire exécuter par les entrepreneurs de son choix, les travaux suivants en dehors des prestations définies par l'article 1er du présent C.C.A.P. :

- les branchements aux réseaux divers (eau, eaux usées, eaux vannes, électricité, gaz, ...)
- les travaux de voirie,
- les travaux d'aménagements des abords et des espaces verts.

En conséquence, les ouvrages achevés ou non sont mis à sa disposition pendant le temps nécessaire à l'exécution desdits travaux dans les conditions précisées à l'article 43 du C.C.A.G.

9.5. Documents fournis après exécution

L'entrepreneur doit fournir au Maître d'Ouvrage en 3 exemplaires, une documentation technique complète, telle que définie à l'article 4.6. ci-avant.

9.6. Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé par l'article 44.1. du C.C.A.G.T.

9.7. Garanties particulières

Les garanties afférentes à certains ouvrages, ainsi que les garanties de fonctionnement de certaines installations visées par l'article 44 du C.C.A.G., concernent les ouvrages et installations ci-après :

- | | |
|------------------------------|--|
| • TOUT EQUIPEMENT ELECTRIQUE | 2 ans pièces et main d'œuvre |
| • ROBINETTERIE SANITAIRE | 2 ans pièces et main d'œuvre (tête
céramique 5 ans) |
| • EXTRACTEUR VMC | 2 ans pièces et main d'œuvre |
| • CHAUDIERE | 2 ans pièces et main d'œuvre |
| • BALLON D'EAU CHAUDE | 5 ans pièces et main d'œuvre |

La durée et les modalités particulières de ces garanties sont fixées par le C.C.T.P.

9.8. Garantie de parfait achèvement

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par un mail avec accusé de réception de l'entreprise (dénommé instruction – modèle joint en annexe du présent CCAP) adressée par Vendée Habitat au titulaire concerné qui devra obligatoirement intervenir dans le délai mentionné ci-après à compter de la date de réception dudit document:

- 72 heures pour reprises relatives au clos et couvert, fuite sur canalisation de fluide, coupure électrique, de chauffage
- 15 jours pour les autres interventions

Si passé ces délais et après mise en demeure, le titulaire n'est pas intervenu, le Maître d'Ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante, et ce en application des dispositions fixées à l'article 52 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Les dispositions visées à l'article 8 du C.C.A.G.T. sont complétées comme suit :

L'entrepreneur, les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier, à tout moment, qu'ils sont titulaires :

10.1. D'une assurance individuelle de "responsabilité civile de chef d'entreprise" couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité sur le chantier, au titre des articles 1240 et suivants du Code Civil, et notamment des conséquences pécuniaires de dommages corporels, matériels ou immatériels.

Dans le cas où la réalisation de l'ouvrage nécessite des reprises en sous-œuvre, renforcement de mitoyen, transformation, surélévation ou tous autres travaux susceptibles de provoquer des désordres sur les "existants", l'entrepreneur doit demander une extension des garanties de sa police "responsabilité civile" prévoyant au premier euro la couverture de dommages qui pourraient être causés aux ouvrages existants du fait de travaux neufs. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur (y compris pour dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégorie de risques et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

10.2. Conformément aux dispositions de la loi N° 78.12 du 4 janvier 1978, et de ses textes d'application, relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché, doivent de même justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance couvrant la responsabilité qui peut être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiment pendant la durée découlant des dispositions de l'article 2270 du dit Code Civil.

10.3. L'entrepreneur, à la demande du Maître de l'ouvrage fournira une attestation en cours de validité, faisant apparaître le montant des franchises.

Le Maître d'ouvrage pourra, à tout moment, demander aux entrepreneurs de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

10.4. Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou de cautionnement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les quittances nécessaires attestant qu'elle a intégralement payé la part des primes à sa charge.

10.5. Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 52 du C.C.A.G.T. de payer directement les primes à la compagnie d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

10.6. Assurance «Tous Risques Chantier »

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire tant pour son compte que pour le compte des intervenants à l'acte de construire y compris pour chaque entrepreneur et ses sous-traitants, une assurance « Tous Risques Chantier ».

Le maître d'ouvrage tiendra à la disposition de chaque entrepreneur un exemplaire dudit contrat souscrit.

Caractéristiques principales de la police tous risques chantier :

La police tous risques chantier aura pour objet de garantir tous les dommages matériels accidentels subis par les ouvrages pendant la phase de réalisation des travaux.

Une franchise est fixé par sinistre.

Modalité d'affectation des franchises :

Les franchises sont à la charge de l'entrepreneur responsable.

Dans l'hypothèse d'une responsabilité partagée et/ou multiple, la franchise sera appliquée au prorata du montant du marché de chaque entrepreneur concerné.

En cas d'absence de responsabilité définie, la franchise sera affectée au compte prorata du chantier.

Participation financière des entrepreneurs :

Le montant de la prime relative aux couvertures souscrites par le maître d'ouvrage se rapportant aux dommages pouvant atteindre le programme de travaux en cours de travaux sera répercuté à l'entrepreneur.

Le montant de cette prime sera calculé par l'application du taux de prime proposé par l'assureur sur le montant du marché de travaux ou la répartition du forfait de prime au prorata du montant du marché.

Le montant de la prime à la charge du titulaire fera l'objet :

- Soit d'une déduction sur la première situation de travaux présenté au maître d'ouvrage, notamment en cas de paiement direct des sous-traitants,
- Soit de l'émission d'un titre de recette, avec régularisation d'après le décompte général et définitif des travaux.

Il appartient au titulaire du marché et/ou mandataire du groupement d'effectuer, le cas échéant, la répartition du montant des primes auprès des différents membres du groupement ou sous-traitants bénéficiant de la qualité d'assuré.

ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE

Application du chapitre VII du C.C.A.G.T.

En complément des dispositions fixées à l'article 50.3 du C.C.A.G.T., il est précisé que le marché peut être résilié aux torts du titulaire avec exécution des travaux à ses frais et risques dans les cas suivants :

- a) lorsque le titulaire refuse de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du Travail.
- b) lorsque le titulaire refuse de produire la liste nominative des salariés étrangers employés par sa société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

La résiliation du marché, aux frais et risques de l'entrepreneur, s'effectue dans les conditions fixées à l'article 52 du CCAGT.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

Par dérogation à l'article 50.4 2^{ème} alinéa du CCAGT, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation éventuelle de la part des frais et investissements, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

ARTICLE 12 – MESURES COERCITIVES - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Application des dispositions du CCAGT.

ARTICLE 13 – SITUATION SOCIALE ET FISCALE

Conformément aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le titulaire devra fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé dûment complétée, datée et signée accompagnée des documents exigés, ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par sa société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail.

En cas de non-remise des documents susmentionnés par titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et/ou D. 8254-2 du Code du Travail.

ARTICLE 14 - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

Application des dispositions prévues à l'article 50.1.2. du C.C.A.G.T.

En complément de l'article 50.1.2 du C.C.A.G.T, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 15 – RGPD CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les données contenues dans les supports et documents fournis par VENDEE HABITAT sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- **ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, sans l'accord préalable de VENDEE HABITAT.**
- **ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;**
- **ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;**
- **prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;**
- **prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;**
- **et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.**

Plus généralement, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

Clause résiliation :

En cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées par le titulaire le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La réglementation concernant le règlement européen sur la protection des données (*issue du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018*) impose à l'OPH et au titulaire du marché, dans le cadre de leurs relations contractuelles, de respecter et de garantir les droits des locataires quant au traitement de leurs données personnelles.

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

I/ Obligations du titulaire du marché vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance
- traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement.
- héberger et traiter les données à caractère personnel exclusivement sur le territoire d'un pays membre de l'Union européenne. Il s'assure qu'aucune information à caractère personnel n'est transférée hors de l'Union européenne par ses propres sous-traitant ou partenaires.
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- **veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :**
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- **prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.**

➤ Sous-traitance

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché, sans l'autorisation préalable écrite de Vendée Habitat qui se réserve le droit de procéder à toute vérification qui leur paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Si le titulaire fait appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de **15 Jours** à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

➤ **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

➤ **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : **mesdonnees@vendeehabitat.fr**

➤ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie au responsable de traitement, par courrier et par mail, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

➤ **Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

➤ **Mesures de sécurité**

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre toutes les mesures organisationnelles et techniques concernant la protection des données personnelles.

➤ **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Cela doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

➤ **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communiquera au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son DPO**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

➤ **Registre des catégories d'activités de traitement**

-Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

➤ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

II/ Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du titulaire

- fournir au titulaire les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) objet du marché
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire.
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

En cas de contestation sur l'application de pénalités (montant, etc.) ou autres, le titulaire peut saisir une commission interne de conciliation des marchés publics (contrats publics) de Vendée Habitat par courrier recommandé.

Dans le cas de l'acte à construire de la présente opération, chaque entreprise est responsable des troubles causés aux voisins.

En cas de condamnation pour troubles anormaux de voisinages, la ou les entreprises concernées, devra ou devront assumer financièrement l'intégralité du préjudice subi par le ou les voisins.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées au CCAG Travaux du 30 mars 2021

- Dérogation à l'article 4.1. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 2.1 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 34.1 du CCAGT apportée par l'article 3.3.1 du C.C.A.P
- Dérogation à l'article 12.3.4. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 3.3.4.d) du C.C.A.P
- Dérogation à l'article 27.3.1 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 3.6 du C.C.A.P
- Dérogation à l'article 15.1. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 3.7 du C.C.A.P
- Dérogation à l'article 17.3 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.2.3 du C.C.A.P
- Dérogation aux articles 19.2.1, 19.2.2, 19.2.3 et 19.2.4 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3 du C.C.A.P
- Dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.1. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.1. du C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 19.2.3 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.1 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.1. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.10 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.10 du C.C.A.P.

- Dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 4.3.10 du C.C.A.P.
- Dérogation aux articles 24.6. et 38 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 6.3.3. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 27.2. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 7.1. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 27.3.1 du C.C.A.G.T. apportée par l'article 7.2 du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 28.1. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 8.1. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 41.6. du C.C.A.G.T. apportée par l'article 9.3. du C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 50.4.2ème alinéa du C.C.A.G.T. apportée par l'article 11 du C.C.A.P.

La date de signature est celle de la signature électronique du représentant du maître d'ouvrage
--

Le Représentant du maître d'ouvrage
LE DIRECTEUR GENERAL

L'ENTREPRENEUR,

Laurent SAUSSAYE

PIECES ANNEXES : MODELES

Modèle de décompte mensuel (certificat de paiement) entreprise de travaux

	Maitre d'Ouvrage : VENDEE HABITAT 28 rue Benjamin Franklin CS 60045 85 002 LA ROCHE SUR YON CEDEX Tél : 02 51 09 85 85	
Libellé du Chantier	N° du lot :	
	Nom de l'entreprise	
	Adresse	

CERTIFICAT DE PAIEMENT N°		
Date de réception de la facture :		
Engagements	Situation de travaux	
Marché d'origine H.T.	Montant travaux exécutés H.T.	
Actualisation	Avance	
Révision	Actualisation	
Cumul avenant en -	Révision	
Cumul avenant en +	S/TOTAL H.T.	
Total H.T.	Autres retenues	
TVA	MONTANT SITUATION CUMULÉE H.T.	
Total T.T.C.	Situations réglées précédemment H.T.	
	MONTANT ACOMPTE PROPOSÉ H.T.	
	TVA	
	MONTANT ACOMPTE PROPOSÉ T.T.C.	
	Retenue de Garantie 5% ou GAPD	
	Pénalités	
	NET A PAYER	
	DONT PART SOUS-TRAITANT	

Acomptes précédents		
N°	Date	Montant TTC
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
TOTAL		

LA MAITRISE D'ŒUVRE	LA MAITRISE D'OUVRAGE
Le maître d'œuvre certifie qu'il peut être réglée pour compte à cette entreprise la somme TTC de : <div style="text-align: center; margin-top: 10px;">0 €</div> <div style="text-align: center; margin-top: 20px; color: red;">Signature et Cachet du MO</div>	Proposition de règlement acceptée Proposition de règlement modifiée <small>(dans ce cas, copie à la maîtrise d'œuvre)</small> La Roche sur Yon, le : BON A PAYER, pour le Maitre d'ouvrage, L'agent Technique

MODELE DE DECOMPTE GENERAL ENTREPRISE DE TRAVAUX

Maitre de l'ouvrage	VENDEE HABITAT 28 RUE BENJAMIN FRANKLIN 850002 LA ROCHE SUR YON-CEDEX
Opération	
Maitre d'œuvre	
Titulaire du lot	
LOT N°	

DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

Marché initial TTC	- €
Avenant TTC	- €
Travaux non réalisés TTC	- €
Revalorisation TTC	- €
TOTAL GENERAL	- €

Acomptes	Date du certificat de paiement	Montant des acomptes
1		- €
2		- €
3		- €
4		- €
5		- €
6		- €
7		- €
RETENUE DE GARANTIE		- €
	TOTAL GENERAL	- €
	Objet	Montant
Montant des réserves ou réclamations		- €

Arrêté le présent décompte général à la somme de : - €

le Maître d'Œuvre	le Maître d'ouvrage	l'Entrepreneur